

Madame Nicole Gargam
Groupe Communiste

Conseil du Jeudi 18 novembre 2010

Logement Social

Ce n'est pas la première fois dans cette enceinte que nous dénonçons le désengagement de l'Etat dans le domaine du logement.

Cependant, la décision de prélever un milliard d'euros en 3 ans sur la trésorerie des organismes d'HLM est un véritable racket sur le dos des locataires qui du coup financeront largement les aides à la pierre.

A la suite du mécontentement unanime du mouvement HLM lors du récent congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat (USH), le parlement souhaite modifier le mécanisme en prélevant les bailleurs sociaux en fonction de leur potentiel financier.

Ce dispositif est de toute façon une attaque frontale contre le logement social qui nous le savons est déjà en grande difficulté et ne peut répondre à la forte demande.

Pour le gouvernement, ce sont les locataires des HLM qui doivent financer le logement social alors que selon le pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels (pacte des Nations Unies) signé par la France, c'est à l'Etat de garantir le droit au logement pour tous.

Ce prélèvement va entraîner la diminution de 60 000 logements sur trois ans avec des conséquences sur l'emploi dans le bâtiment.

Cette décision est une injustice supplémentaire sachant que l'Etat accorde 1 milliard d'euros d'exonération fiscale au titre de l'investissement locatif.

Par ailleurs, je suis très inquiète sur les effets de la paupérisation de notre pays et ses conséquences notamment en matière de mixité sociale.

Le rapport annuel de l'INSEE vient de révéler qu'au moins un cinquième des français ont traversé une période de pauvreté.

Aujourd'hui plus de huit millions de personnes vivent avec moins de 950 euros par mois, comment voulez-vous que ces personnes puissent bénéficier d'un logement social neuf.

Cela veut dire concrètement que malgré tous nos efforts financiers et notre programme local de l'habitat exemplaire, les offices sont contraints de loger les personnes en situation de pauvreté dans les bâtiments anciens aux loyers moins onéreux.

Ce phénomène doit nous interpeller car il est contraire à toute notre philosophie et peut à terme détruire l'actuelle cohésion sociale si importante à nos yeux.